

RENAUDEAU RENOU & ASSOCIES

Commissaires aux Comptes

Associés

- David Galaup
- Marc Claverie

Association CPTS LA ROCHELLE

1 rue Alphonse de Saintonge

17000 LA ROCHELLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 avril 2025

Association CPTS LA ROCHELLE
SIEGE SOCIAL : 1 rue Alphonse de Saintonge - 17000 LA ROCHELLE
SIRET : 901 411 777 00021
R.C.S. : 901 411 777

A l'Assemblée Générale de l'Association CPTS LA ROCHELLE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 30 avril 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} mai 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A La Rochelle, le 2 octobre 2025

RENAUDEAU RENOU & ASSOCIES
Commissaires aux Comptes



David GALAUP

ACTIF	Exercice clos le		30/04/2025		Exercice précédent	
			(12 mois)		30/04/2024	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles	3 813	1 722	2 091	0,69	1 402	0,55
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres	1 500		1 500	0,50	1 500	0,59
TOTAL (I)	5 313	1 722	3 591	1,19	2 902	1,15
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés						
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	144 713		144 713	48,04	195 724	77,30
Valeurs mobilières de placement	60 000		60 000	19,92		
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	87 329		87 329	28,99	53 460	21,11
Charges constatées d'avance	5 626		5 626	1,87	1 111	0,44
TOTAL (II)	297 667		297 667	98,81	250 294	98,85
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	302 980	1 722	301 259	100,00	253 197	100,00

PASSIF	Exercice clos le 30/04/2025 (12 mois)		Exercice précédent 30/04/2024 (12 mois)	
--------	---	--	---	--

FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	235 088	78,04	140 174	55,36
Excédent ou déficit de l'exercice	35 822	11,89	94 914	37,49
Situation nette (sous total)	270 911	89,93	235 088	92,85
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	270 911	89,93	235 088	92,85
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL (III)				
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 559	2,18	4 472	1,77
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	15 281	5,07	10 831	4,28
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	5 091	1,69	2 805	1,11
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	3 417	1,13		
TOTAL (IV)	30 348	10,07	18 108	7,15
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	301 259	100,00	253 197	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 30/04/2025 (12 mois)		Exercice précédent 30/04/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations		4 390				4 125				265		6,42	
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens													
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services		2 514				2 013				501		24,89	
- dont parrainages													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		315 991				347 095				-31 104		-8,95	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels													
- Mécénats													
- Legs, donations et assurances-vie													
- Contributions financières													
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges													
Utilisations des fonds dédiés													
Autres produits		8				5				3		60,00	
Total des produits d'exploitation (I)		322 903				353 237				-30 334		-8,58	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises													
Variations stocks													
Autres achats et charges externes		175 244				170 095				5 149		3,03	
Aides financières													
Impôts, taxes et versements assimilés		437				361				76		21,05	
Salaires et traitements		84 234				65 681				18 553		28,25	
Charges sociales		30 026				22 106				7 920		35,83	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		919				655				264		40,31	
Dotations aux provisions													
Reports en fonds dédiés													
Autres charges		423				41				382		931,71	
Total des charges d'exploitation (II)		291 284				258 939				32 345			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		31 619				94 298				-62 679		-66,46	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participations													
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif													
Autres intérêts et produits assimilés		4 203				616				3 587		582,31	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges													
Différences positives de change													
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement													
Total des produits financiers (III)		4 203				616				3 587		582,31	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées													
Différences négatives de change													
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements													
Total des charges financières (IV)													
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		4 203				616				3 587		582,31	

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 30/04/2025 (12 mois)	Exercice précédent 30/04/2024 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	35 822	94 914	-59 092	-62,25
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)				
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)				
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	327 107	353 853	-26 746	-7,55
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	291 284	258 939	32 345	12,49
EXCEDENT OU DEFICIT	35 822	94 914	-59 092	-62,25

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
PRODUITS :					
Dons en nature					
Prestations en nature					
Bénévolat					
TOTAL					
CHARGES :					
Secours en nature					
Mise à disposition gratuite de biens et services					
Prestations					
Personnel bénévole					
TOTAL					

Préambule

L'association a pour but de porter la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS) de la commune de La Rochelle tel que défini dans la lettre d'intention et validée par l'ARS, dont les objectifs s'inscrivent dans une approche populationnelle et sont :

- " L'organisation de réponses à un besoin de santé des habitants du territoire
 - " Faciliter la coordination, la continuité, la qualité et l'efficacité des soins curatifs, préventifs délivrés aux habitants de la commune
 - " Faciliter l'accès aux soins et à la promotion de la santé ainsi que de promouvoir des actions de prévention.
 - " Faciliter l'organisation de l'offre de soins et de santé du territoire
 - " Accueillir et faciliter l'installation de futurs professionnels, et promouvoir l'exercice coordonné. Favoriser une formation professionnelle interdisciplinaire sur le territoire.
 - " Faciliter l'implication des habitants dans les démarches en santé
 - " Lutter contre les inégalités sociales de santé. Un projet de santé co-construit et partagé par ses membres décline, en actions, ces objectifs.
 - " D'améliorer l'articulation entre les 1er et second recours avec le secteur hospitalier.
 - " Constituer une force de proposition auprès des pouvoirs publics, des institutionnels et des collectivités pour la prise en charge des soins de proximité du territoire ;
- A cet effet l'association sus nommée crée, organise, administre, et assure le fonctionnement d'une CPTS conformément à la loi pour la modernisation du système de santé Loi 2016-41 article L 1434-12 du code de la santé publique.

L'exercice social clos le 30/04/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 30/04/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 301 258,50 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 35 822,37 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 23/07/2025 par les dirigeants.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

"Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

Mission 1 : Favoriser l'accès aux soins

72 médecins généralistes adhérents à la CPTS La Rochelle

Poursuite du projet sur l'accompagnement des patients dans la recherche d'un médecin traitant : 136 déclarations de médecin traitant effectuées via la CPTS + 107 patients en ALD acceptés par des médecins généralistes rochelais

Promotion de la plateforme SAS avec visite de la directrice-coordinatrice de la CPTS La Rochelle aux médecins rochelais pour paramétrer leurs logiciels de prise de rendez-vous

Prise en charge de transport pour des patients de l'hôpital Marius Lacroix

Mission 2 : Organisation des parcours pluri-professionnels autour du patient

Organisation de 4 réunions interprofessionnelles pour échanger sur des cas cliniques en santé mentale

Organisation d'une soirée d'information sur la thématique de la santé mentale

Distribution de l'annuaire des ressources en santé mentale à tous les professionnels de santé libéraux rochelais

Organisation d'une réunion avec le SAMU sur les urgences dentaires + élaboration d'un memento sur les pathologies dentaires à destination des professionnels de santé

Organisation de 3 réunions interprofessionnelles sur la thématique des troubles du comportement alimentaire

Déploiement du projet PrEP avec l'organisation d'une soirée de formation à destination des professionnels de santé

Organisation d'une soirée de formation sur le RPIB et la prescription de substituts nicotiniques

Informar les adhérents de la mise en place de bilans d'activité physique adaptée par la Maison Sport Santé

Mission 3 : Développement des actions territoriales de prévention

Actualisation de l'annuaire frottis

Création d'un annuaire colposcopistes

Organisation d'une soirée d'information sur l'usage des écrans et le développement du langage

Mission 4 : Gestion des crises sanitaires graves

Actualisation du plan de gestion

Mission 5 : Développement de la qualité et de la pertinence des soins

Promotion de la fiche sur les bonnes pratiques en matière de prescription pour des soins infirmiers

Organisation d'une formation sur l'endométriose

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice (suite)

Mission 6 : Actions en faveur de l'accompagnement des professionnels de santé sur le territoire

Organisation d'une formation Premiers Secours en Santé Mentale

Création d'une rubrique internet sur les ruptures médicamenteuses

Organisation d'une soirée sur les violences envers les professionnels de santé

Organisation d'une soirée sur les cyberattaques

Arrivée d'une nouvelle salariée en CDD à temps partiel le 18 février 2025 en tant qu'assistante administrative. n

Le projet ICOPE a été prolongé jusqu'en décembre 2025."

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.
Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.
Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.
Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.
Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.
La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.
Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Agencements, aménagements, installations	5 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 5 ans

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.3 - Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.2.4 - Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	2 205	1 608		3 813
Immobilisations financières	1 500			1 500
TOTAL	3 705	1 608		5 313

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers		143		143
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	802	776		1 578
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	802	919		1 722
TOTAL GENERAL (I+II)	802	919		1 722

3.3 - Eléments constitutifs du fond commercial

3.4 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	143 700
Autres produits à recevoir	
TOTAL	143 700

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	140 174				235 088
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	94 914				35 822
Dont générosité du public					
Situation nette	235 088				270 911
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	235 088				270 911
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	6 559	6 559		
Dettes fiscales & sociales	15 281	15 281		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	5 091	5 091		
Produits constatés d'avance	3 417	3 417		
TOTAL	30 348	30 348		

4.3 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	4 341
Dettes fiscales & sociales	10 219
Autres dettes	
TOTAL	14 560

5 - Notes sur le compte de résultat

5.1 - Subventions de fonctionnement

Une subvention de fonctionnement a été obtenue et versée en 2 fois.
Un acompte de 45 000 euros en début d'exercice et le solde de 15 000 euros en fin d'année.

5.2 - Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
CPAM	MISSION 1	70 000	52 500	47 371		
CPAM	MISSION 2	35 000	26 250	41 806		
CPAM	MISSION 3	15 000	11 250	16 607		
CPAM	MISSION 4	17 500	13 125	11 042		
CPAM	MISSION 5	10 000	7 500	10 000		
CPAM	MISSION 6	7 500	5 625	1 875		
DAC PTA	ICOPE	5 125	5 125		3 417	
TOTAL		160 125	121 375	128 700	3 417	

Eléments significatifs ou importants

6 - Autres informations

6.1 - Engagements et sûretés réelles consenties

6.1.1 - Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Caution Loyer : 1500 euros

6.2 - Rémunération des cadres dirigeants

Les 3 personnes les plus importantes hiérarchiquement : le Président, le Vice Président et la trésorière.

Ces personnes ne recoivent aucune rémunération.

6.3 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	1	
Non Cadres	1	
TOTAL	2	0

6.4 - Honoraires du commissaire au comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 2 856 euros.